

N° 4743<sup>3</sup>

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

---

---

PROJET DE LOI

portant modification de la loi du 22 février 1968  
sur la nationalité luxembourgeoise, telle qu'elle a été modifiée

\* \* \*

AMENDEMENT ADOPTE PAR LA COMMISSION JURIDIQUE

DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES  
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT

(19.6.2001)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous soumettre ci-après un nouvel amendement au projet de loi sous rubrique adopté par la Commission juridique lors de sa réunion d'aujourd'hui.

\*

1) TEXTE DE L'AMENDEMENT

Il y a lieu d'amender le point 5) de l'article I du projet de loi sous rubrique (point qui modifie l'article 6 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise) en ajoutant derrière l'alinéa premier de l'article 6 tel que proposé par le Gouvernement (alinéa qui comporte trois tirets) un alinéa 2 nouveau libellé comme suit:

*„Pour les réfugiés reconnus selon la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés la période entre la date du dépôt de la demande d'asile et la date de la reconnaissance du statut de réfugié par le ministre de la Justice est assimilée à l'autorisation de séjour visée au deuxième tiret du premier alinéa.“*

L'actuel alinéa 2 devient dès lors l'alinéa 3.

\*

2) MOTIVATION DE L'AMENDEMENT

Dans son avis sur le projet de loi 4743 le Conseil d'Etat a relevé que pour les réfugiés reconnus il devrait être tenu compte de leur séjour effectif au Luxembourg depuis le moment où ils ont présenté leur demande en obtention du statut de réfugié et le moment où une décision favorable accordant le statut de réfugié reconnu est émise par le ministre de la Justice.

Le Conseil d'Etat a proposé de compléter comme suit le deuxième tiret de l'alinéa premier de l'article 6 tel que proposé par le Gouvernement: „avoir disposé d'une autorisation de séjour au Grand-Duché, sans préjudice des dispositions des articles 4 et II de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile, et ...“

Si la Commission juridique partage entièrement le souci du Conseil d'Etat, elle estime toutefois que sa propre proposition d'amendement, tout en tenant compte du souhait du Conseil d'Etat, présente l'avantage de la clarté et de la précision.

\*

Je vous saurais gré de bien vouloir m'envoyer l'avis du Conseil d'Etat sur l'amendement exposé ci-dessus dans un délai permettant à la Chambre de voter le projet encore avant les vacances parlementaires d'été.

Copie de la présente est envoyée pour information à Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice et à Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, aux assurances de ma très haute considération.

Jean SPAUTZ

*Président de la Chambre des Députés*